

EN DÉFENSE DES VOIX COURAGEUSES

L'art et la liberté d'expression



© Konrad Förstner sur [Flickr](#)

Sidd Joag
Mars 2018



ISBN: 978-2-930897-34-9



This publication is distributed free of charge and follows the Creative Commons agreement Attribution-NonCommercial-NoDerivatives (CC BY-NC-ND)

IETM est financé par :



Flanders
State of the Art



Co-funded by the
Creative Europe Programme
of the European Union

Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission européenne. Cette publication n'engage que son auteur et la Commission européenne n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.

En défense des voix courageuses. Nouvelles perspectives sur l'art et la liberté d'expression

par Sidd Joag

Publié par IETM - Réseau international des arts du spectacle contemporains en collaboration avec ArtsEverywhere/Musagetes

Mars 2018

Correction et coordination générale : Elena Di Federico, Nan van Houte (IETM)

Traduction française : Carolina De Renesse, Solène Aubier

Mise en page : Elena Di Federico (IETM) sur graphisme de JosWorld



This publication is distributed free of charge and follows the Creative Commons agreement Attribution-NonCommercial-NoDerivatives (CC BY-NC-ND). You are free to reuse and share this publication or parts of it as long as you mention the original source.

Cette publication est à mentionner de la façon suivante :

S. Joag, 'En défense des voix courageuses. Nouvelles perspectives sur l'art et la liberté d'expression', IETM - ArtsEverywhere/Musagetes, Bruxelles, mars 2018.

Link : <https://www.ietm.org/fr/publications>

Pour plus d'informations veuillez contacter ietm@ietm.org

Les éditeurs ont fait tout leur possible pour obtenir la permission de reproduire des images protégées par droits d'auteurs. L'IETM est ouvert à corriger toute omission ou erreur portée à son attention dans les prochaines éditions de cette publication.

Table des matières

A propos 4

Avant-propos par IETM et
ArtsEverywhere/Musagetes 5

01.
INTRODUCTION 6

02.
EN TERRAIN CONNU 7
En terrain connu : un voyage du Bangladesh
à l'Islande - Naila Zahin 7

03.
EN MOUVEMENT 8
En mouvement - Jude Dibia 8

04.
**TENIR BON. STRATÉGIES
ARTISTIQUES POUR
DÉJOUER LA CENSURE** 10

05.
**LA RÉINSTALLATION DES
ARTISTES EN DANGER** 12
L'Afrique et ses initiatives pour la
réinstallation des artistes en danger -
Michael Schmidt 12

06.
**CRÉER DE NOUVELLES
COMMUNAUTÉS DE
PRATIQUE** 13
Syria Culture Index - Khaled Barakeh 13

07.
**D'AUTRES PERSPECTIVES
SUR LES LIENS ENTRE LES
ARTS ET LES DROITS DE
L'HOMME** 16
Monde artistique : vers une nouvelle
recherche de sens pour la générosité -
Lalita Salander 16

08.
**UNE APPROCHE
HOLISTIQUE RELATIVE À
LA RÉINSTALLATION DES
ARTISTES EN DANGER** 18
Des corps, des voix, des vies en déplacement
- Nicolle Bennett 18

Quand l'art est intégré aux droits de l'homme
et à la recherche - Sanna Eriksson 20

09.
**VERS UNE NOUVELLE
PERSPECTIVE : L'AVENIR DE
LA LIBERTÉ D'EXPRESSION
ET LA RELOCALISATION
EN TOUTE SÉCURITÉ DES
ARTISTES DÉFENDANT
LES DROITS DE L'HOMME** 21

10.
RESSOURCES
22

A propos

SIDD JOAG

Sidd Joag est un artiste, journaliste et organisateur communautaire qui travaille à la croisée des arts, de la culture, de la justice sociale et des droits de l'homme depuis 15 ans. Il est rédacteur en chef d'ArtsEverywhere et membre d'Amber Art and Design.

ARTSEVERYWHERE/ MUSAGETES

ArtsEverywhere est une plateforme d'expérimentation artistique et d'exploration des lignes de clivage au sein de la société moderne. Elle crée des espaces ouverts propices au dialogue se rapportant à la valeur que les arts apportent à tous les aspects de nos communautés et sociétés ; non seulement du point de vue des artistes, travailleurs culturels et institutions artistiques, mais également de celui des législateurs, écologistes, enfants, bâtisseurs de ville, meneurs en matière de justice sociale, agriculteurs, enseignants et militants.

Musagetes est une organisation internationale qui donne une place plus centrale aux arts dans la vie des gens, dans nos communautés, et dans nos sociétés.

IETM

IETM est un réseau de plus de 500 professionnels et organisations des arts du spectacle partout dans le monde, actifs dans les secteurs du théâtre, la danse, le cirque, les formes de spectacle vivant multidisciplinaires, les nouveaux médias.

IETM plaide pour la valeur des arts et de la culture dans un monde en changement et soutient les professionnels du spectacle vivant à travers l'accès à des connexions internationales, la diffusion de connaissance et un forum d'échange dynamique.

Avant-propos par IETM et ArtsEverywhere/ Musagetes

La censure prend bien des formes. Les cas « classiques » sont ceux où les pouvoirs politiques ou les institutions religieuses ayant plus ou moins d'autorité politique font subir une certaine répression descendante aux artistes et autres dissidents. Ils refusent de leur accorder des permis, retirent leur financement et ont même recours à des moyens violents pour faire taire les voix indésirables. Cependant, nous constatons (ou admettons) de plus en plus de cas où des groupes de citoyens unis par une idéologie religieuse ou politique s'allient contre un artiste particulier ou une œuvre d'art précise.

L'essence même d'une œuvre d'art veut que ce qui est considéré comme un chef-d'œuvre par une personne puisse être considéré comme une entrave par d'autres. Si nous ajoutons à cela l'hyper connectivité qui émane des réseaux sociaux, lesquels facilitent l'union d'une « foule » et la multiplication d'un message, l'arène dans laquelle les arts sont créés et reçus peut se transformer en un champ de bataille. Inversement, chaque œuvre d'art est également l'occasion d'entendre d'autres voix et de mieux comprendre leurs différents points de vue.

En ces temps où les lignes sont floutées, plusieurs organisations réparties à travers le monde entier s'efforcent admirablement de combattre la censure, promouvoir la liberté artistique et soutenir les artistes en danger en leur permettant de continuer à créer même dans des situations extrêmes. Nous louons leur travail, qui est sans nul doute crucial, et espérons qu'elles poursuivent

leurs efforts. De notre côté, à travers ce numéro de Nouvelles perspectives, nous avons décidé de mettre l'accent sur les « néophytes » ; de jeunes professionnels en essor, et/ou n'étant pas encore très connus, dont le travail, qui se situe à la croisée des arts et du changement social, que ce soit par choix ou par accident, leur a causé des problèmes.

Cette publication combine les voix d'artistes courageux et de défenseurs des droits de l'homme chevronnés qui émanent des brefs témoignages, soigneusement sélectionnés, fournis par les professionnels du monde des arts qui ont répondu à notre appel à contributions sur internet. L'expérience et l'expertise inestimables de Siddharta Joag, artiste indo-américain et défenseur des droits de l'homme, nous ont permis d'harmoniser ces voix dans un texte qui, nous l'espérons, intéressera à la fois les lecteurs expérimentés et les professionnels disposant de connaissances limitées sur ces thèmes.

Outre l'auteur et les contributeurs, nous souhaitons remercier les artistes qui ont partagé leur histoire avec nous : Ming Poon, Khedija Lemkecher, Bill Aitchinson, Samuel Osqze, Linda Wasson, Yafit Moyal, Sasha Portyannikova, Anna Kravchenko, Jake Oorlof, et Om Lekha., ainsi que tous ceux qui ont souhaité rester anonymes.

Ce numéro de Nouvelles perspectives a été rédigé avec la participation de plusieurs « nouveaux venus » ; des individus qui ont connu la censure et la répression ou qui ont entrepris de tisser des liens essentiels entre les secteurs. Il met notamment l'accent sur les facteurs identitaires tels que l'ethnicité, les sexes, l'orientation sexuelle, l'âge et le handicap qui accentuent leur vulnérabilité face aux pressions politiques (même s'ils ne font pas l'objet d'une censure manifeste, ils sont facilement victimes de restrictions budgétaires ciblées, de licenciement pour raisons politiques, etc.) ou à la (plus ou moins authentique) « censure par la foule ». En arrière-fond, cette publication s'intéresse aux stratégies (artistiques) qui viennent contrer ce genre de pressions et qui permettent aux artistes de poursuivre leur travail malgré les situations extrêmes.

01.

INTRODUCTION

Le 9 octobre 2012, un taliban monte dans le bus qui ramenait Malala Yousafzai de l'école et lui tire une balle dans la tête. Âgée de 14 ans à l'époque, elle militait déjà activement pour la scolarisation des femmes dans la vallée de Swat, au Pakistan ; une voix émergente, emblème de l'activisme des jeunes au niveau mondial. À l'âge de 17 ans, Malala s'est inscrite comme la plus jeune lauréate du Prix Nobel de toute l'histoire. Elle étudie actuellement à Oxford tout en continuant à militer à travers le monde en tant que partisane et porte-parole de l'éducation des femmes. Maintenant âgée de 20 ans, elle ne sait toujours pas si elle pourra un jour rentrer chez elle.

Je me souviens de ma stupéfaction lorsque j'ai entendu parler de Malala Yousafzai pour la première fois - un tel courage, une telle force de caractère et intelligence, à un si jeune âge. Et de mon désarroi en réalisant avec inquiétude que ceux qui souhaitent s'opposer au changement social et faire taire les protestations sont prêts à tuer, même des enfants, pour parvenir à leurs fins.

Au fil des quinze années que j'ai passées à travailler au carrefour des arts, de la culture, des droits de l'homme et de la justice sociale, j'ai eu le privilège de rencontrer des personnes formidables qui luttent pour le changement à travers le monde entier. La plupart de ces personnes/coopératives/communautés ont été poussées par la force des choses à assumer leur rôle social, politique ou culturel (ou à en sortir), sans avoir l'intention de devenir des leaders ou

des cibles. Mais dans la plupart des cas, ce sont ces artistes, travailleurs culturels et communicateurs ayant connu la censure, les persécutions, l'emprisonnement et/ou le déplacement forcé qui se sont érigés comme les défenseurs les plus investis et les plus convaincants, plaidant en faveur de leurs homologues, que ce soit en première ligne, depuis chez eux ou ailleurs.

De même, au cours de cette dernière décennie où je me suis consacré plus spécifiquement aux questions de la liberté d'expression, de la censure, des persécutions et des déplacements forcés, j'ai appris à connaître les organisations et pratiques établies dans le secteur. Toutefois, j'en suis souvent arrivé à la conclusion que les individus originaires d'autres secteurs qui trébuchent indirectement sur ces questions sont ceux qui offrent les stratégies et les points de vue les plus innovants, ainsi que la flexibilité et le dynamisme nécessaires à la création de solutions faisant progresser les choses.

Le dialogue international autour des arts, de la culture, de la justice sociale et des droits de l'homme est encore dominé par les organisations fortement ancrées dans le secteur, les organismes internationaux, les académies et les bailleurs de fonds. Ces entités jouent toutes un rôle lorsqu'il s'agit d'établir la langue et les critères relatifs au risque, et de déterminer qui aura accès aux ressources. Ces institutions sont souvent plus enclines à soutenir des artistes établis, qui disposent déjà d'une certaine visibilité, de la mobilité et des ressources leur permettant de gérer les situations de risque. Cependant, les artistes, travailleurs culturels et communicateurs moins établis, originaires de communautés marginales, sont confrontés aux mêmes degrés de risque, voire à des degrés plus élevés.

Et pourtant, ils ne disposent pas de la reconnaissance ou de l'accès nécessaire pour garantir leur sécurité et leur bien-être après avoir connu une censure extrême ou avoir été contraints à l'exil.

Récemment, nous avons également vu de jeunes artistes qui creusent et exposent les problèmes liés au changement climatique, à la dégradation environnementale, à l'accapement des terres par les entreprises et à la privatisation des ressources naturelles, devenir les cibles des sociétés/gouvernements dont les bénéfices sont menacés. Ce sont souvent les communautés indigènes qui résident sur les terres riches en ressources et à proximité de sources d'eau qui sont menacées et attaquées, puis injustement accusées d'être contre le progrès et le développement. Encore une justification venant appuyer l'exploitation des communautés marginalisées et la persécution de celles qui se défendent.

*Sidd Joag,
Mars 2018*

02.

EN TERRAIN CONNU

En 2017, j'ai rencontré la blogueuse et militante bangladaise Naila Zahin lors d'un rassemblement du réseau International Cities of Refuge à Lillehammer, en Norvège. Cette jeune fille de 22 ans vivant en exil politique a su retracer son parcours en faisant preuve d'une précision et d'une lucidité déconcertantes.

En terrain connu : un voyage du Bangladesh à l'Islande

par Naila Zahin

Pour autant que je m'en souvienne, j'ai été pour la première fois réduite au silence lorsque j'avais environ sept ou huit ans. Je me trouvais en cours de religion musulmane et j'ai demandé au professeur : « d'où vient Dieu ? » Mon professeur s'est senti profondément offensé par ma question, et il s'est donc empressé de me battre, me gronder et m'humilier devant toute la classe. Il m'a dit de ne jamais poser cette question, car c'était interdit, et que j'irais en enfer si je posais de telles questions. L'idée de brûler dans le feu de l'enfer, manger de la nourriture infâme et souffrir atrocement pour l'éternité me terrifiait au plus profond de moi-même. Je n'ai donc plus jamais posé ce genre de question et j'ai essayé d'être une fille sage pour pouvoir aller au paradis et vivre heureuse jusqu'à la fin des temps.

À la suite de cette expérience, je me suis longtemps retenue de poser des questions, de peur d'être humiliée une fois de plus. Cependant, cela ne m'a pas empêchée de remettre en question le monde qui m'entourait. Je devais avoir 13 ou 14 ans lorsque j'ai avoué pour la première fois que je ne croyais pas en Dieu. À l'époque, je ne savais pas ce qu'était l'athéisme et je ne connaissais pas sa philosophie scientifique et logique, mais je n'avais jamais rencontré cet être tout-puissant qu'ils essayaient à tout prix de m'imposer, donc, c'était simple, je n'y croyais pas. Toutefois, je savais que je ne pouvais pas le faire savoir à n'importe qui ; je ne voulais pas encore une fois être battue au nom de la religion.

Un jour, par hasard, j'ai commencé à écrire sur un blog. J'étais surprise de voir que dans ce monde virtuel, on pouvait dire ce qu'on voulait sans être puni (pour autant qu'on ne lise pas les commentaires). Je pouvais donc écrire sur n'importe quel sujet : mon mépris pour les normes sociales, la civilité, la féminité et l'absence totale de plaisir dans la vie. Lorsque j'écrivais sur les réseaux sociaux, je ne devais pas entretenir cette fausse image parfaite de moi-même ; je ne m'étais jamais sentie aussi libre. Cependant, j'ai également découvert la vraie nature de l'homme : on écrivait des commentaires gentils sous mes messages anodins et sans intérêt, mais ces mêmes personnes se retournaient contre moi lorsque j'abordais le patriarcat ou la religion. Un bon exemple est le moment où j'ai enfin eu le courage de mentionner mon manque de foi en la religion. Je n'étais même pas encore vraiment athée, je caressais simplement l'idée et je m'informais sur le sujet. J'ai d'ailleurs essayé de ne pas en faire tout un plat en en parlant dans une petite anecdote que j'ai ajoutée à une publication plus importante. Je ne m'attendais pas aux réactions qui ont suivies.

J'ai été submergée par une vague impressionnante de haine et de misogynie. Je ne m'étais jamais heurtée à tant d'hostilité auparavant. De plus, je n'avais pas réalisé que l'utilisation de mon vrai nom pourrait s'avérer problématique lorsque je partageais des idées controversées, je voulais tout simplement exprimer mon opinion. Toutefois, mon athéisme a été perçu comme une atteinte à leur foi chancelante, comme s'il la remettait en doute. Ils se sont donné comme mission principale de me remettre sur le chemin de Dieu, et mon attitude défiante à l'égard de leur approche était considérée comme un terrible affront. Pour se venger, ils m'ont harcelée et menacée. Ces personnes étaient conditionnées depuis leur plus jeune âge à défendre leur religion coûte que coûte, et voilà les méthodes qu'elles utilisaient.

J'ai subi une deuxième vague de répression en 2013, lorsque j'ai rejoint les rangs du mouvement de Shahbag. Les criminels de guerre étaient alors jugés par le Tribunal international des crimes pour leurs actions durant la guerre d'indépendance de 1971. Cependant, leur peine initiale n'était



Naila Zahin (© Naila Zahin)

pas à la hauteur des crimes odieux qu'ils avaient commis, et une manifestation a alors éclaté sur la place Shahbag. Des centaines de milliers de personnes se sont rassemblées afin de demander justice pour les trois millions de martyrs de la révolution. Les criminels de guerre étaient tous des chefs et des membres éminents du parti politique Jamaat e Islami, liés à des groupes terroristes islamistes tels qu'Al Qaeda, les talibans et l'État islamique. Le parti en question a ensuite menacé tous participants de la manifestation dans le but de sauver leurs dirigeants. Les forces terroristes nationales ont même publié une liste noire reprenant 64 blogueurs et militants. Depuis lors, plus de 20 artistes, écrivains, blogueurs et militants ont été assassinés par des extrémistes islamistes. Cependant, le gouvernement s'est rangé du côté des terroristes au lieu de condamner les attaques, et de nombreux blogueurs ont été arrêtés par la police pour avoir « blessé les sentiments religieux ». De plus, afin d'apaiser les extrémistes, le gouvernement a approuvé le chapitre 57 de la loi relative aux technologies de l'information et de la communication, qui est en quelque sorte une loi sur le blasphème. Depuis son adoption en 2013, des centaines de citoyens ont été arrêtés au nom de cette loi, certains pour simplement avoir « aimé » une publication sur Facebook. Craignant pour leur vie, de nombreux blogueurs et militants ont fui le pays, moi y compris. Ceux qui sont restés vivent dans la peur d'être assassinés ou emprisonnés à tout moment.

Toute ma vie, j'ai dû faire face à la restriction de la liberté d'expression, et il s'agit donc d'un terrain connu pour moi. Mes frères, mes camarades et mes idoles ont été assassinés. J'en avais le cœur brisé, et je perdais l'envie de me battre de jour en jour. Cependant, j'ai continué à écrire sur mon blog et à manifester dans les rues. Lorsqu'on me disait de me taire, je criais encore plus fort, même quand je n'en avais plus la force. Au départ, la répression m'a motivée à commencer un blog, ensuite, la persécution m'a donnée l'envie de me battre.

La conception occidentale de la liberté d'expression diffère sensiblement de celle que nous avons au Bangladesh. De mon point de vue, il s'agit d'un « droit » étrange. En effet, il n'est pas nécessaire à ma survie, et pourtant, il est essentiel pour pouvoir vivre. La plupart des habitants de mon pays ne vivent pas, ils se contentent de survivre. Peu leur importe s'ils n'ont pas le droit de s'exprimer librement, car la vie est déjà assez dure au Bangladesh : il faut suer sang et eau pour parvenir simplement garder la tête hors de l'eau. Les droits fondamentaux de l'homme ne sont pas considérés comme aussi importants que la nourriture, les vêtements et l'abri. D'ailleurs, la plupart des personnes ne remarquent même pas que leurs droits sont bafoués, et lorsqu'ils s'en rendent compte, ils tendent l'autre joue, baissent la tête et tentent de survivre sans violence.

Ainsi, cette mentalité de troupeau est la raison pour laquelle il est si aisé de manipuler la majorité des musulmans. En effet, dans un pays défavorisé où le niveau d'éducation est faible, la religion fait partie intégrante de la vie quotidienne des citoyens. Dans ces conditions, en un rien de temps, des personnalités et groupes religieux peuvent transformer une population calme et pacifique en une foule déchaînée pour servir leurs fins. C'est la raison pour laquelle les partis politiques religieux ont une telle emprise sur leurs partisans.

Actuellement, les atteintes à la liberté d'expression représentent un problème profondément politique au Bangladesh, et aucune intervention externe n'est capable de changer la mentalité des membres du gouvernement actuel. En effet, la seule manière d'améliorer la situation est de

mettre en place un cours d'éducation morale. Toutefois, le système éducatif au Bangladesh est extrêmement corrompu ; plus la classe dirigeante parvient à faire en sorte que la population reste ignorante sur le plan éthique, plus elle peut réduire leur voix au silence, et moins elle doit se préoccuper d'une révolution. Le système tient donc la population à l'œil, tandis que le gouvernement corrompu reste au pouvoir sans devoir rendre de comptes à personne.

En avril 2017, grâce à l'aide de l'ICORN (International Cities of Refuge Network), j'ai déménagé à Reykjavik (Islande). Il m'a fallu un certain temps pour m'habituer au froid et à tant de liberté. Je n'avais jamais eu la liberté de marcher seule en rue à trois heures du matin ou de ne pas me voiler tout le temps. Au début, je pensais que le Bangladesh et l'Islande étaient deux mondes totalement différents, mais, à présent, j'ai compris que ce n'était pas le cas. En effet, ces pays comportent de nombreuses similitudes sur le plan culturel et politique. Afin d'illustrer cette réalité, je travaille actuellement sur un projet pour lequel je veux rassembler des témoignages de cas de harcèlement sexuel et d'agression dans les deux pays et établir un parallèle entre eux afin d'illustrer l'absurdité du principe de blâmer des victimes. J'espère que mon projet engagera le dialogue à propos des lois en matière d'agression sexuelle qui sont inadéquates en Islande. Je reste également pleinement engagée dans la situation actuelle au Bangladesh et j'essaie d'aider du mieux que je peux. Je suis déterminée à rendre mon pays natal et mon pays d'accueil des endroits meilleurs pour tous.

Outre la censure, les gouvernements peuvent encourager l'instabilité, notamment en incitant les communautés à se montrer violentes les unes envers les autres, ou à cibler les minorités, en mettant en porte à faux les sexes, l'orientation sexuelle et l'ethnicité. Ces facteurs identitaires, qui ont tendance à s'imbriquer, peuvent exacerber les situations de risque, plaçant ainsi l'individu ou la communauté entre persécution étatique et « censure par la foule ».

03.

EN MOUVEMENT

En 2015, j'ai rencontré l'écrivain Jude Dibia lors de la conférence villes-refuges organisée à Malmö, en Suède, où il avait trouvé l'asile politique. Jude a été contraint à l'exil après que le gouvernement nigérian a promulgué une loi interdisant l'homosexualité en 2014. Ce qui était déjà une situation désagréable s'est converti en une situation corrélativement dangereuse une fois que le gouvernement a légitimé les comportements homophobes et violents à l'encontre des homosexuels. Pour Jude, un romancier dépeignant des personnages jeunes et gais, son pays natal est devenu un environnement de travail hostile. Sa réinstallation à Malmö n'a toutefois pas entravé ses pulsions militantes. Au contraire, il explique que son statut d'immigrant établi lui a conféré une raison d'être en lui permettant d'aider les nouveaux immigrants (dont la plupart a fui le même type de situations et d'incertitudes) à s'intégrer dans la société suédoise.

En mouvement

par Jude Dibia

Je n'avais jamais imaginé que je partirais un jour, jusqu'au jour où je suis effectivement parti. L'idée me paraît maintenant presque drôle lorsque je repense à l'époque où je repoussais cette possibilité, car une partie de moi savait que le fait de partir était moins merveilleux que ce que certains s'imaginent. Dans mon pays, de nombreuses personnes pensent qu'une fois qu'on part pour un pays étranger, de préférence en Europe ou en Amérique du Nord, tous nos problèmes sont réglés dès l'instant où l'on y met les pieds. J'ai suffisamment voyagé pour des vacances, des conférences ou dans le cadre de mon travail pour savoir que ce n'est pas le cas pour tout le monde.

En effet, de nombreuses personnes quittent leur pays et se retrouvent confrontées à la dure réalité : même dans les pays d'arrivée, la population se bat pour trouver des emplois, qui disparaissent constamment. Très vite, leurs hôtes (membres de la famille ou amis d'enfance) se lassent de les

héberger, et les nouveaux venus doivent donc partir et trouver un logement et un travail quelconque pendant que leurs fonds s'épuisent. Nombre d'entre eux se trouvent ainsi coincés et ont honte de retourner dans leur pays, car ils avoueraient par là leur échec. Alors, ils prennent des photos devant des décors luxueux pour les publier sur Instagram ou Facebook, dans l'espoir que, dans leur pays, on croit que la vie à l'étranger offre tout ce que leur pays leur a refusé : de la sécurité, des emplois, des logements bon marché, un système de santé fiable et efficace, de l'eau courante et une alimentation ininterrompue en électricité, ainsi que le glamour et les paillettes qui accompagnent un style de vie artificiel bâti sur des images provenant des films hollywoodiens qui faisait certains rêver depuis l'enfance.

Au Nigéria, j'ai pendant de nombreuses années écrit à propos des personnes qui étaient en marge de la société en raison de leur orientation sexuelle. Je ne n'avais jamais pensé que viendrait le jour où il serait trop dangereux d'être tout simplement soi-même, et d'écrire sur des sujets qu'on tient à cœur, par exemple son homosexualité et le prix que de nombreuses personnes payent pour rester dans l'ombre.

Mon premier roman, « Walking with Shadows », a été publié en 2005. À l'époque, les décideurs politiques insistaient à dire qu'il n'y avait pas d'homosexuels au Nigéria. Les quelques plateformes créatives, telles que « Nollywood », produisaient film après film représentant des hommes et des femmes homosexuels comme des pédophiles, des personnes habitées par de mauvais esprits sombres. Dans les églises et les centres religieux, les pasteurs et les imams condamnaient et stigmatisaient ouvertement les personnes LGBTQ+.

La manière dont la presse traditionnelle relatait les nouvelles concernant les homosexuels empirait davantage la situation. En effet, de nombreux organes de presse avaient adopté une approche sensationnaliste lorsqu'ils rapportaient des histoires « d'homosexuels pris sur les faits » d'un ton critique et accusateur. Certains allaient même jusqu'à publier des photos des victimes ensanglantées en sous-vêtements, ainsi que leur nom.

On n'insistera jamais assez sur l'impact de ce type de discours. En effet, nombreux sont ceux qui baignent dans cette mentalité depuis l'enfance et grandissent en pensant que leur homophobie est justifiée.

Voilà la situation au Nigéria en 2005, année de publication de mon livre. Celui-ci raconte l'histoire d'un homme homosexuel qui apprend à se connaître et brise tous les stéréotypes négatifs liés à l'homosexualité véhiculés à tant de personnes pendant des années.

En janvier 2014, après l'adoption de la loi contre le mariage homosexuel dans mon pays natal, il est devenu évident que le gouvernement avait déclaré la guerre à la communauté LGBTQ+ et, à sa façon, conféré une légitimité à ceux qui voulaient nuire à cette communauté. En apparence, cette loi est présentée comme une politique culturelle et morale ayant pour objectif de protéger le caractère sacré des mariages traditionnels. En lisant simplement le libellé de cette loi, on se rend compte de quoi il s'agit réellement : elle interdit la cohabitation de partenaires sexuels du même sexe et les spectacles représentant des relations « amoureuses » entre des personnes du même sexe, et requière une peine de 10 à 14 ans de prison à toute personne qui s'inscrit, travaille ou fréquente des boîtes de nuit, sociétés ou organisations homosexuelles, ou soutient l'activité d'une telle organisation.

En vertu de la nouvelle loi, tout groupe, agent de l'ordre corrompu ou individu croyant soudainement avoir le droit de faire sa propre justice peut harceler ou infliger les pires atrocités à toute personne suspectée d'être homosexuelle.

Je ne pouvais plus continuer à travailler dans un tel environnement.

En avril 2014, je suis parti aux États-Unis. Cette expérience a été réellement traumatisante pour moi, car j'avais une vie et une carrière au Nigéria. J'ai dû quitter mon travail, mon appartement, ma bibliothèque qui contenait des livres que j'avais collectionnés depuis des années et mes amis pour tenter d'emporter ma vie dans à peine deux valises et en commencer une nouvelle. Après avoir passé un an aux États-Unis, j'ai déménagé à Malmö, en Suède, pour une résidence d'écriture.

Malmö m'a ouvert de nouvelles possibilités



Jude Dibia (© Jude Dibia)

pour écrire et militer. Étant donné que j'étais l'auteur invité de la ville, on m'a présentée à un réseau d'auteurs, d'opérateurs culturels et de défenseurs des droits de l'homme qui, à leur manière, défiaient les règles et travaillaient sans répit avec non seulement des personnes déplacées, mais avec toute personne dont une dignité humaine de base a été bafouée.

J'ai alors commencé à m'intéresser au parcours et à l'histoire d'immigrés LGBTQ+ résidant en Suède et à tout mettre en œuvre pour les rencontrer et les interroger. Ensuite, je me suis mis à élaborer un projet sur base des conversations que j'ai entretenues avec ces personnes. Parmi celles-ci, j'ai découvert un groupe d'écrivains et d'artistes inconnus qui n'avaient pas renoncé leur art malgré la dure réalité du système d'immigration et d'asile en Suède. J'ai également appris que les personnes avec qui je m'étais entretenu avaient très souvent des souvenirs de voyage différents de ceux des personnes avec qui elles avaient voyagé. Un thème récurrent a alors commencé à se dégager : le lien entre l'immigration et la mémoire.

À ce moment-là, j'avais renoué avec la militante féministe Parvin Ardalan, qui avait lancé, avec succès, un projet intitulé « Women Making Herstory ». Elle travaillait également sur un projet axé sur la mémoire et l'immigration, et nous avons alors décidé de joindre nos forces.

Ainsi, le projet Migration Memory Encounters a pour objectif de fournir une plateforme aux artistes immigrés qui sont arrivés en Suède par eux-mêmes, sans l'aide d'une ONG ou autre organisation.

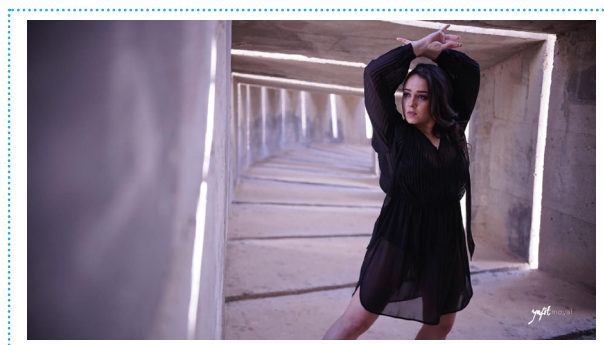
Autrement dit, ceux qui ne possèdent pas la plateforme et les outils nécessaires pour poursuivre leur activité artistique dans une nouvelle société.

À ce jour, Migration Memory Encounters a organisé quatre événements publics et expositions en collaboration avec des artistes, des écrivains, des artistes-interprètes et des intellectuels immigrés. Chacun de ces événements a fait avancer le débat parmi le public suédois et international sur ce que signifie être différent dans une nouvelle société, tout en mettant en évidence son lien avec les questions de censure, des droits de l'homme et de liberté artistique.

À mesure que le projet progresse, je sens qu'il est temps de renforcer le lien avec que j'ai avec la communauté de migrants LGBTQ+ de Malmö et relancer les conversations que j'avais entamées avec eux, peut-être parce que au fur et à mesure que le temps devient une longue séquence de choses en mouvement constant, mouvement qui se rapproche de la manière dont j'ai été forcé de me déplacer sans presque rien emporter, j'ai assisté à la naissance de nouveaux mouvements tels que #BlackLivesMatter et #MeToo, propulsés grâce à des hashtags sur les réseaux sociaux, ce qui m'a rappelé que tous les mouvements n'auront pas un hashtag ou deviendront des tendances.

Lorsque je suis arrivé à Malmö, j'ai discuté avec de nombreuses jeunes personnes homosexuelles et courageuses qui étaient hantées par leurs souvenirs et se trouvaient à des lieues de chez elles. J'aimerais savoir ce qui s'est passé dans leurs vies depuis la dernière fois que je les ai vus en 2015 : combien d'entre elles ont obtenu leurs papiers, combien les attendent toujours et combien ont dû poursuivre leur voyage, car les choses ne s'étaient pas bien passées.

Seul, assis dans mon appartement à Malmö, j'écris ce texte et je me souviens de la description que fait Toni Morrison d'une « solitude vagabonde », qui décrit si bien le parcours de nombreux migrants. Elle écrit : « [...] il y a une solitude vagabonde, indépendante. Celle-là, sèche et envahissante, fait que le bruit de son propre pas semble venir de quelque endroit lointain. »



Yafit Moyal, 'The Spideress' (© l'artiste)

Notamment sous les régimes répressifs, l'identité sexuelle et l'orientation sexuelle sont souvent sources de censure et de répression à l'encontre des artistes, surtout lorsque de tels thèmes trouvent écho dans leur travail. La Pologne en est l'illustration parfaite ; outre les nombreuses œuvres d'art en rapport avec l'homosexualité ou la religion qui ont été censurées, le pays est actuellement décrié pour ses politiques répressives à l'encontre des droits de la femme. Certains cas renvoient à la censure de pièces de théâtre qui devaient être à l'affiche d'un festival à l'étranger, grâce au soutien du centre culturel polonais local, mais qui ont été annulées à la dernière minute par la toute nouvelle direction du centre culturel même, en raison de leur « teneur politique ». Les artistes censurés se sentent souvent réduits au silence non pas une fois, mais deux : la première parce qu'ils ne sont pas en mesure de présenter leur travail (ce qui entraîne évidemment des pertes en matière d'argent, d'opportunité de travail et de visibilité) et la seconde parce qu'ils ne peuvent pas s'exprimer, car la visibilité risque de les placer dans une situation encore plus dangereuse. Lorsque possible, certains artistes ont partagé leurs stratégies créatives pour contourner la censure officielle.

04. TENIR BON. STRATÉGIES ARTISTIQUES POUR DÉJOUER LA CENSURE

Quitter son pays pour s'installer dans un autre est souvent la seule option qui s'offre aux artistes faisant face à de sérieuses menaces ; toutefois, dans la plupart des cas, les artistes n'ont d'autre choix que d'apprendre à affronter la censure (officielle ou non) tout en restant dans leur pays, ce qui demande du courage et de la créativité. Certains artistes nous ont transmis leur vision des choses grâce à l'appel ouvert que l'IETM a lancé à l'occasion de la préparation de cette publication.

L'artiste multidisciplinaire d'origine israélienne Yafit Moyal explique comment toutes les institutions culturelles à qui elle s'est adressée pour le financement de son œuvre « The Spideress », qui touche aux tabous entourant le refus de la pénétration dans les relations hétérosexuelles, lui ont tourné le dos. Yafit affirme « qu'il existe un lien direct entre sexualité et guerre dans la langue hébreu » et que son travail « fait écho à la situation politique en Israël ; un pays occupant encroûté dans la guerre et son existence militaire. La frontière entre sexe et guerre a volé en éclats. L'hébreu moderne foisonne de métaphores sexuelles puisant leur origine sur le champ de bataille et vice-versa. L'organe sexuel masculin porte le nom d'une arme, d'une machine

à tuer. L'ensemble du lexique sexuel est saturé de termes qui évoquent la notion d'invasion, d'occupation et de pénétration. Il existe un lien direct entre violence politique et violence sexiste en Israël ».

Les spectacles traitant de la sexualité et de la nudité sont l'une des cibles principales des régimes autoritaires, comme l'explique Ming Poon après avoir subi une censure indirecte, mais efficace, lorsque les autorités étatiques singapouriennes ont « refusé de classer » son œuvre « Undressing Room », qui aborde des thèmes tels que le désir, la honte, le pouvoir et l'intimité. Ce refus signifiait que son spectacle ne pourrait pas être présenté devant un quelconque public. En réponse, Ming a décidé de le jouer en privé, devant un public restreint (sur invitation uniquement), ce qui a finalement donné lieu à une situation quelque peu ironique puisque le spectacle, resté inaltéré, a été joué dans le même établissement, aux mêmes dates et aux mêmes heures, devant le même public qu'initialement prévu, mais sans que celui-ci n'ait à payer d'entrée. Le spectacle a été rendu possible grâce au financement participatif. Ming souligne que ce cas précis invite à réfléchir au véritable objectif de la classification, puisque dans la pratique, un travail non classifié peut quand même être présenté sous la forme d'évènement « privé ». Cette situation en dit long sur la relation ambivalente qui lie l'état et les artistes.

Jake Oorloff, résidant au Sri Lanka, déjoue d'une manière créative et courageuse la censure officielle au sein de son pays, où un organisme national bien précis, le Comité des représentations publiques (Public Performance Board - PPB), est chargé d'accorder une « autorisation du censeur » aux productions théâtrales. Lorsqu'il a créé sa première pièce de théâtre dans le climat politique tendu de l'année 2007, où l'intimidation des journalistes et les attaques violentes à l'encontre des institutions médiatiques étaient la norme, Jake et son producteur ont décidé de présenter leur pièce dans une église. « Ce choix était à la fois artistique et stratégique. À l'époque, le PPB n'avait encore jamais reçu de requête pour présenter un spectacle dans une église, et par conséquent, il ne savait pas s'il outrepassait ou non ses attributions. C'était peut-être la première fois qu'une pièce



'My Other History', Ming Poon (© Devaka Senevirathna, courtesy of Floating Space Theatre Company)

séculaire était présentée dans un espace de culte religieux au Sri Lanka, constituant de ce fait un casse-tête pour une institution étatique qui voyait sa compétence en la matière remise en cause. Le Comité nous a finalement indiqué que le spectacle pouvait avoir lieu sans l'autorisation du censeur ». La censure explicite des arts est encore une réalité dans le pays, et Jake a vite compris que « le langage oral et les textes pouvaient être censurés, mais que les spectacles artistiques exempts de texte ou de parole ne pouvaient pas l'être ». Il a donc commencé à intégrer dans son travail des bribes de spectacles artistiques, non seulement au théâtre, mais aussi sous la forme de représentations en solo ou d'œuvres photo-spectacles, en remplaçant les mots par des bribes et des actes évocateurs qui lui permettent d'exprimer (du moins en partie) ce qu'il a à dire.

Lors de la production d'une œuvre intitulée « My Other History » (un spectacle portant sur le conflit armé et la commémoration, le PPB a eu recours à une « tactique dilatoire » contre Jake), « l'autorisation du censeur » a été accordée si tardivement que le lever du rideau n'a pu avoir lieu comme prévu. Dans ce cas particulier, certaines lignes du texte se rapportant au bombardement aérien par l'État de la péninsule de Jaffna, au nord du pays, ont été censurées. « Après de longues délibérations, nous avons décidé de donner le feu vert au spectacle, mais d'annoncer au public que celui-ci avait été censuré, et que ce qu'il voyait était une version altérée par l'État. Nous nous sommes dit que cette

annonce permettrait au public de remettre en question l'idée même du mécanisme de censure qui intervient encore aujourd'hui au Sri Lanka ».

La censure ne vise pas uniquement les œuvres artistiques qui traitent de la sexualité et du désir ; les changements environnementaux sont également des thèmes qui suscitent de plus en plus de curiosité chez les artistes/militants, ce qui pousse parfois les autorités privilégiant la protection des intérêts commerciaux à ceux des citoyens à exercer des pressions sur eux. La photographe documentaire et réalisatrice américaine Linda Wasson, en est l'exemple même. Au travers de sa photographie, elle a tenté de documenter la situation du canal de Houston, à La Porte, Texas, anciennement connu sous le nom de Buffalo Bayou (« bayou » étant un terme du sud signifiant ruisseau ou rivière) qui a littéralement été dragué, restructuré et remodelé pour permettre le passage de superpétroliers, d'énormes navires dont le seul but est de transporter de larges quantités de pétrole à travers l'océan. Ils amarrent ensuite dans les ports où se trouvent les raffineries pour y décharger leur pétrole. Buffalo Bayou se jette dans la baie débouchant sur le Golfe du Mexique, ce qui rend le canal facilement accessible aux fins des échanges commerciaux. Comme bien d'autres villes, Houston a grandi autour de ce port. À mesure que le secteur pétrolier a pris de l'ampleur au Texas, les raffineries se sont multipliées dans la zone industrielle de bayou, qui

a été convertie en ce qui est désormais le « Canal de Houston ». En raison de ses intérêts commerciaux, la forme de la voie navigable a été drastiquement modifiée, engendrant des impacts dévastateurs sur l'environnement. Linda souhaitait faire un reportage sur la situation du canal, mais un agent de police l'a contrainte à effacer les photos de son appareil avant d'ajouter son nom à la base de données du Ministère américain de la sécurité intérieure. « J'ai joué le jeu sans protester, parce que je ne voulais évidemment pas terminer en prison et que je devais me rendre à l'enterrement de mon père ; ce n'était donc pas le moment de me faire arrêter. Cependant, le fait que mes photos soient "interdites" me préoccupe énormément, puisqu'à mon avis, les structures du canal font partie intégrante des aspects environnementaux qui font l'objet de mon travail, par exemple, la façon dont les hommes transforment la planète, et le canal de Houston est une voie navigable artificielle qui perturbe littéralement l'écoulement des eaux et contribue aux inondations ». Linda signale qu'elle a été « marginalisée et largement privée de ses droits au cours des 30 dernières années pour son engagement continu envers les communautés marginalisées » à travers ses photographies documentaires et films ; une privation accrue par son milieu social, puisqu'elle est une femme métisse issue de la classe ouvrière. Elle indique en outre avoir rencontré de grandes difficultés pour obtenir une certaine reconnaissance.

05. LA RÉINSTALLATION DES ARTISTES EN DANGER

Concernant la réinstallation des artistes en danger, nous constatons encore l'existence d'une logique binaire sécurité/danger qui est respectivement associée au Nord et au Sud. Cette tendance à réinstaller les artistes du Sud en Europe occidentale ou en Amérique du Nord fait abstraction du besoin en réseaux interrégionaux ayant vocation à soutenir les personnes et communautés persécutées, et de leur potentiel. En réponse, certains réseaux/organismes internationaux, tels qu'ICORN, cherchent activement à nouer des collaborations pour élargir les options d'asile dans le Sud, y compris le travail de Michael Schmidt en Afrique du Sud (voir ci-dessous) et les laboratoires régionaux de l'Arts Rights Justice Academy au Salvador, au Brésil et à Beyrouth, au Liban.

L'Afrique et ses initiatives pour la réinstallation des artistes en danger

par Michael Schmidt

Les missions de maintien de la paix de l'ONU n'étant pas parvenues à protéger des réfugiés à de nombreuses reprises, l'Afrique traite sans doute mieux ses animaux que ses populations. Pour cette raison, en 2012, j'ai été intrigué lorsque j'ai découvert le International Cities of Refuge Network (ICORN), un réseau qui offre des refuges à des écrivains, des artistes et des militants persécutés. L'ICORN souhaitait alors étendre son réseau à des villes de pays en voie de développement dans le but non seulement de ne pas devenir une de ces initiatives du type « l'Occident sauve le reste du monde » (West saves the Rest), mais aussi de réduire le choc culturel pour les personnes déplacées. Par exemple, l'ICORN a amené la poète kényane Philo Ikonya en Norvège, et son fils adolescent a donc dû apprendre le norvégien afin de poursuivre ses études. S'ils avaient été placés en Afrique du Sud, par exemple, il aurait pu étudier en anglais.

En 2012, Mexico City était la seule ville hors de l'Europe de l'Ouest faisant partie

de l'ICORN. Depuis lors, en plus des villes d'Amérique du Nord, le réseau s'est étendu à Oaxaca (Mexique) et Belo Horizonte (Brésil) et d'autres projets sont en cours de négociation. Au sud de l'Afrique, nous cherchons à intégrer à l'ICORN les villes de Windhoek (Namibie), Le Cap, Johannesburg et la ville universitaire de Stellenbosch (Afrique du Sud). Ce projet a été élaboré sous l'égide du Institute for the Advancement of Journalism, duquel j'étais le directeur général. Lorsque j'ai commencé à travailler en tant que freelance en 2015, j'ai confié la supervision du projet à la Professional Journalists' Association, et le centre africain PEN s'est joint à nous depuis lors.

Le projet avance, mais lentement en raison de la bureaucratie parfois engendrée par les municipalités et universités. Toutefois, en 2014, le projet a été présenté à des intellectuels et aux autorités municipales de Johannesburg en mai et du Cap en juillet afin qu'ils se familiarisent avec le concept de « cités refuges ». Lors de ces présentations, des films qui relatent les expériences des créateurs exilés ont été projetés, notamment « Silenced Voices » de Beate Arnestad sur les journalistes sri lankais et « Silence or Exile » de Marion Stalen sur les auteurs invités de l'ICORN. Qu'ils soient chorégraphes, réalisateurs, poètes, journalistes ou peintres, la majorité des créateurs exilés veut poursuivre l'activité qui les a mis en danger dans leur pays d'origine, et le projet nécessite donc l'aide de tiers qui leur fournissent la plateforme nécessaire. Dès lors, nous avons incité les universités de Johannesburg, du Cap et de Stellenbosch à explorer les différentes possibilités, et également établi des relations avec les Centres de l'Holocauste et du Génocide à Johannesburg et au Cap vu notre intérêt mutuel pour les questions d'immigration et de préjugés.

Jusqu'à présent, les progrès les plus importants ont été réalisés au Cap où, au départ, comme la ville est dirigée par l'opposition, l'Alliance démocratique, celle-ci s'est assurée que les décisions en rapport avec le projet ne s'aligneraient pas sur la politique nationale ou les questions de politique étrangère (voilà pourquoi l'ICORN travaille à l'échelle municipale et non nationale). En mai 2015, nous avons

fait un tour de la ville avec les auteurs invités de l'ICORN Parvin Ardalan, un journaliste iranien, et Ramy Essam, un musicien égyptien, afin de rencontrer les autorités, des intellectuels et des militants. On nous a alors proposé, à titre provisoire, un ancien musée transformé en une maison de banlieue qui pourrait devenir une résidence pour l'ICORN. Un accord bilatéral signé en 2016 entre les maires du Cap et de Malmö (Suède), une ville-refuge, doit permettre de mener à la signature et le lancement de ce projet en 2018, si tout se passe bien.

À Stellenbosch, le processus est toutefois plus lent. En effet, le maire que nous avons rencontré en 2015 a à présent été remplacé, mais le département de journalisme de l'université locale s'intéresse au projet. Quant à Johannesburg, le projet a été relancé en 2017 par une série de discussions à propos de lieux pouvant possiblement être mis à disposition, notamment des théâtres, des studios de danse, des salles informatiques, des salles d'exposition et des appartements résidentiels. Dans cette ville, notre projet se rapproche d'une initiative similaire lancée par le Réseau panafricain des défenseurs des droits de l'homme (PAHRDN), qui a pour objectif de mettre en place des lieux de refuge pour les défenseurs des droits de l'homme persécutés dans les villes suivantes : Johannesburg, pour son côté cosmopolite, Kampala (Uganda), pour son succès dans l'accueil de réfugiés somaliens et burundais, Abidjan (Côte d'Ivoire), pour sa nouvelle loi prévoyant expressément des lieux de refuge, et Tunis (Tunisie), pour son nouveau régime démocratique. Cette initiative a été lancée en octobre 2017 avec la participation de l'ICORN.

En juin 2016, nous avons relocalisé un défenseur zimbabwéen des droits de l'homme en exil en Afrique du Sud vers Windhoek en Namibie, car il courait un grand risque de se faire assassiner par des agents de l'État. Deux de ses collègues avaient déjà été tués et un autre avait échappé de justesse à un empoisonnement. L'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) a alloué des fonds à cette opération qui représentait un réel danger. En effet, elle a failli échouer deux fois, le défenseur devant alors retourner

en Afrique du Sud. Malgré tout, cette expérience nous a appris énormément sur ce type de relocalisation et nous avons donc partagé nos connaissances sur le sujet lors d'une conférence de la PAHRDN en août 2016. Depuis lors, en 2017, nous sommes parvenus à relocaliser un poète et blogueur persécuté du Lesotho vers l'Afrique du Sud, et nous contribuons à la surveillance du statut de plusieurs autres créateurs en danger. Nous espérons qu'en 2018 nous verrons finalement le projet prendre forme au Cap, et, qui sait, plus tard, à Johannesburg également, pour devenir toutes deux des villes de l'ICORN.

Gérer adéquatement le traumatisme engendré par les déplacements socioculturels est un aspect crucial de la réinstallation qui est pourtant souvent négligé. Même si un artiste est physiquement en sécurité dans sa nouvelle ville ou son nouveau pays, il est souvent livré à lui-même dans des terres inconnues dont il ne parle pas forcément (bien) la langue et où il n'a que peu d'attaches culturelles. En outre, en l'absence d'une communauté similaire à laquelle ils peuvent s'intégrer, les individus sont confrontés à de nombreux obstacles en termes de pratique créative et d'avancement professionnel.

06. CRÉER DE NOUVELLES COMMUNAUTÉS DE PRATIQUE

L'artiste visuel syrien Khaled Barakeh, virulent opposant du régime de Bachar el-Assad, vit en Allemagne depuis 2010. Après avoir établi son studio et sa pratique à Berlin, il a élargi ses efforts créatifs à l'organisation de la communauté internationale d'artistes syriens réfugiés. Syrian Culture Index est une plateforme en ligne qui a vocation à soutenir les artistes syriens aussi bien chez eux qu'à l'étranger. Elle crée un espace propice au dialogue, à la collaboration, à l'avancement professionnel et aux offres d'emplois. Khaled incarne à merveille la façon dont les artistes en danger deviennent les plus fervents défenseurs de leurs homologues une fois qu'ils sont réinstallés.

Syria Culture Index

par Khaled Barakeh

En 2005, j'ai obtenu un diplôme de la faculté des Beaux-Arts à Damas et je m'impliquais dans la scène artistique contemporaine. Cependant, lorsque je me suis rendu en Europe pour la première fois, j'ai alors constaté à quel point cette scène était sous-développée et restreinte. Bien que divers facteurs aient participé à la création de l'infrastructure artistique syrienne, malheureusement, elle stagne. En effet, les galeries commerciales se concentrent sur les activités locales et n'ont pas vraiment d'objectifs internationaux, et les institutions officielles, où les possibilités sont également restreintes, sont souvent corrompues.

Ce voyage m'a permis de me rendre compte de l'ampleur de l'écart entre la scène artistique contemporaine européenne et la scène syrienne, ainsi que de nombreuses possibilités qui s'offraient encore à nous. J'ai alors décidé de poursuivre mes études à l'étranger. Lorsque je suis retourné en Syrie, j'ai décidé de saisir l'occasion qui s'offrait à moi et de participer au festival Image of Middle East à Copenhague.

Cette expérience m'a poussé à étudier au Danemark.

En 2010, j'ai achevé un master en Beaux-Arts à la Funen Art Academy de Odense, et ensuite un autre à la Städelschule Art Academy de Francfort. Une fois diplômé en 2013, mon visa d'étudiant est arrivé à expiration, ainsi que mon passeport syrien. Je savais que je ne pouvais pas retourner dans mon pays à cause de ma position politique, ouvertement hostile au régime. Légalement, je n'avais d'autre choix que d'introduire une demande d'asile.

Auparavant, je ne m'étais jamais considéré comme un réfugié selon la définition habituelle du terme : en 2008, j'ai immigré en Europe de mon plein gré et j'ai vécu en Allemagne de nombreuses années. Toutefois, tout à coup, je me suis rendu compte que j'en étais devenu un. Étant donné que je ne pouvais pas rentrer dans mon pays et que le seul statut légal auquel je pouvais prétendre était celui de réfugié, je me suis retrouvé dans un étrange entredeux. En effet, vu l'ampleur de la couverture médiatique de ce qu'ils appellent la « crise des réfugiés » en 2015, le terme « réfugié » avait cessé d'être neutre, il est devenu péjoratif et souvent utilisé pour stigmatiser un groupe de personnes. J'ai alors commencé à réfléchir à une manière de passer au-dessus de ces étiquettes discriminatoires et replacer la dimension humaine au centre du débat.

Alors, j'ai décidé de déménager à Berlin, car, contrairement à Francfort, où je vivais à l'époque, cette ville était devenue un lieu de rencontre pour une communauté de producteurs culturels syriens qui partageaient des attentes et des expériences communes. Berlin paraissait presque une réplique miniature de Damas : en plus des visages familiers que je rencontrais parmi une foule d'étrangers, de nouvelles initiatives artistiques, des expositions et des événements culturels étaient organisés au sujet de la communauté artistique syrienne un peu partout. Un réseau créatif se mettait progressivement en place et les nouveaux arrivants étaient les bienvenus.

Au cours de mon séjour en Allemagne, en particulier depuis 2015, j'ai été sans cesse appelé à proposer ou choisir des

artistes syriens pour plusieurs expositions. Cependant, même en ayant les meilleures intentions du monde, après un certain temps, on reste enfermé dans les mêmes cercles, les mêmes groupes de personnes qu'on connaît bien. Bien que j'aie toujours proposé le travail d'artistes dans lesquels je croyais, je ressentais le besoin de mieux cartographier la communauté. De cette manière, nous pourrions offrir des occasions à des créateurs inconnus, non seulement basés à Berlin ou en Allemagne, mais aussi à ceux vivant toujours en Syrie ou ailleurs. Nous pensions qu'en leur permettant d'élargir plus facilement leurs possibilités, non seulement leur situation pourrait s'améliorer, mais un mouvement artistique plus large pourrait également voir le jour. Ainsi, nous avons décidé de créer une plateforme en ligne afin d'atteindre cet objectif.

Le Syria Cultural Index (SCI),

conçu en réaction aux déplacements massifs, est une cartographie alternative qui met en lien les membres de la communauté artistique syrienne dans le monde entier et présente leurs œuvres à l'échelle planétaire. Grâce à une équipe de professionnels, je suis progressivement parvenu à concrétiser ce projet : après l'obtention d'une subvention pour les startups, nous sommes à présent enfin en passe de mettre en place une plateforme virtuelle. En étant ouverts à toutes les disciplines artistiques, nous avons pour but de créer un espace en ligne pour tout professionnel syrien de la culture, autant pour les individus que pour les institutions, qu'ils se trouvent dans leur pays d'origine ou ailleurs. Au fur et à mesure que le SCI prend de l'ampleur, nous nous rendons compte que les créateurs syriens nécessitent non seulement un égal accès aux opportunités et à la visibilité sur le marché artistique, mais aussi un soutien à plusieurs niveaux de leur activité professionnelle. Mon expérience en tant que professeur d'artistes forcés à quitter leur pays à l'université des Arts de Berlin (UdK) m'a permis de me rendre compte que la plupart d'entre eux ne possédaient pas suffisamment de connaissances théoriques ou de compétences pour se présenter et présenter leur travail de manière efficace. Le SCI cherche à s'assurer que les artistes



Khaled Barakeh (© Khaled Barakeh)

bénéficient personnellement de leur participation à la plateforme à travers un accès à l'éducation, à des services de soutien variés et l'appartenance à un mouvement plus large qui leur offre de la visibilité.

Le Syria Cultural Index est une plateforme en ligne facilement accessible qui sert à la fois d'espace d'exposition pour ses utilisateurs et de réseau social pour des professionnels de la culture. Le SCI se concentre principalement sur des créateurs syriens : il s'agit d'un espace spécialement conçu pour mettre en avant les œuvres d'artistes confirmés et émergents, ainsi que pour leur donner l'occasion d'aller plus loin dans leur travail. Cet outil de communication et de mise en réseau trouve et met en lien des artistes syriens afin qu'ils puissent partager leurs connaissances et leurs compétences professionnelles, et trouver des partenaires idéaux pour lancer de nouveaux projets. De plus, la portée du SCI sera amplifiée par une application proposant à ses utilisateurs des services supplémentaires.

Le SCI sera également un espace qui permettra aux institutions culturelles et aux réseaux artistiques d'entrer en contact les uns avec les autres et de partager des ressources et des informations. Leur participation sera renforcée par la mise à

jour régulière d'autres données importantes fournies par le réseau SCI pour éclairer les utilisateurs sur divers sujets, notamment des renseignements juridiques, des possibilités de formation, des propositions d'emploi ou de financement, des résidences d'artistes et des événements et activités à venir. Il ne s'agit pas simplement d'une base de données d'événements et d'une archive culturelle, mais aussi d'une pépinière d'entreprise : cette plateforme sert à favoriser les rencontres entre artistes, institutions et bailleurs de fonds de tous les secteurs afin de permettre à la communauté et à ce qui l'entoure de tirer profit du projet. Étant donné que le réseau SCI sert d'outil de recherche, il analyse les données obtenues et cartographie de la scène culturelle syrienne dans son ensemble à l'échelle planétaire, ce qui permet aux artistes syriens, aux institutions et aux individus qui s'intéressent à la question syrienne de filtrer la base de données en fonction des informations recherchées, et ainsi, à l'avenir, de mettre au point des programmes selon les besoins réels et les possibilités qui s'offrent à la communauté culturelle syrienne.

La culture syrienne est constamment menacée : la production artistique est éclipsée par la dispersion de la population à travers le monde, ainsi que par une situation économique, sociale, et psychologique souvent difficile. Il est essentiel de se rendre compte des difficultés et des défis auxquels les créateurs syriens font face au quotidien, à la fois dans et hors de leur pays. En plus de la difficulté évidente de vivre dans une zone de guerre, où la destruction continue du patrimoine matériel et l'anéantissement de la population, ceux se trouvant toujours en Syrie ont peu vu aucune occasion de créer librement et de faire évoluer leur carrière en raison de l'infrastructure culturelle sous-développée du pays. Parallèlement, bien qu'ils aient la possibilité de créer librement et sans risque d'être censurés, les professionnels syriens de la culture résidant à l'étranger font également face à de nouveaux défis. En effet, au fur et à mesure qu'ils s'intègrent dans de nouvelles sociétés ou communautés, leur art s'adapte également, ce qui, bien souvent, gomme leur identité artistique, qui se perd dans leur nouvel environnement et se trouve figée dans des stéréotypes de ce qui est

considéré comme syrien ou non. Cette époque traumatisante aura sans doute un impact de longue durée sur la dynamique de la production culturelle à travers le monde. Pour cette raison, il est urgent de compenser la perte d'identité syrienne géopolitique par une identité culturelle collective.

Vu la complexité de la situation, il est essentiel de fournir aux créateurs syriens les moyens nécessaires afin qu'ils conservent leur individualité, et le SCI se concentre sur ces questions. En œuvrant contre la division géographique, religieuse et politique fortement présente dans la scène culturelle en Syrie, le SCI veut refléter une diversité culturelle sur tous les plans. Son objectif est de retisser le tissu social en rassemblant des artistes déplacés de force et ceux restés au pays, ainsi que de contrer la fragmentation de l'identité nationale, de représenter et de préserver le patrimoine culturel au-delà des frontières de la Syrie.

Le projet SCI devrait avoir un impact important sur le processus d'intégration, un besoin urgent dans de nombreux pays à travers le monde. La connaissance de la culture riche de la Syrie permettra de renverser les stéréotypes, les peurs et l'ignorance provoqués par la guerre et l'immigration afin que les différentes populations aient l'esprit ouvert et comprennent les Syriens. En offrant l'occasion de découvrir la Syrie à travers son art, cela remettra en question l'image du pays diffusée par les médias grand public. Nous considérons le SCI comme un système de soutien pour le processus de communication interculturelle en améliorant l'intégration et la diversité culturelle grâce à une réelle interaction avec le peuple syrien. Bien que l'Index ait pris la Syrie comme point de départ, à l'avenir, nous souhaitons étendre la plateforme, d'abord aux régions du Moyen-Orient et du nord de l'Afrique, et ensuite, avec un peu de chance, au reste du monde.

Le SCI part du principe que l'esprit collectif et l'échange actif de plusieurs points de vue développent la pensée créative. Nous avons pour objectif de trouver des solutions à certains défis propres à la période hors du commun que nous traversons, et nous soutenons l'idée que les artistes et les

professionnels de la culture doivent être activement impliqués et responsables de la construction de la culture de cette génération et celles à venir. Nous avons hâte de nouer des partenariats divers, d'élargir nos horizons et d'entamer de nouvelles collaborations.

Le travail que Khaled a abattu pour créer Syria Culture Index illustre bien la manière dont les ressources du monde artistique et de la philanthropie sont employées pour soutenir les artistes réfugiés, marginalisés et méconnus qui sont en danger ; un soutien qui est d'ailleurs plutôt efficace lorsque les artistes mettent à profit leur expérience de première main.

Principalement à cause de la persécution des personnes de grande notoriété, les gestionnaires artistiques, curateurs, éducateurs et autres acteurs du monde des arts cumulent de plus en plus les postes, et travaillent plus volontairement avec des artistes qui ont fait l'objet de censure, de persécution et/ou de déplacement.

07.

D'AUTRES PERSPECTIVES
SUR LES LIENS ENTRE LES
ARTS ET LES DROITS DE
L'HOMME

Dans le cadre de ses recherches portant sur les programmes de résidence artistique à l'international, Lalita Salander, curatrice et étudiante en doctorat, a été exposée à des initiatives prônant la défense de la liberté d'expression et la lutte contre la censure. Compte tenu de ses origines artistiques et de sa relation personnelle avec le système de justice pénale, Lalita s'intéresse aux différentes façons dont ses recherches, et en particulier le processus d'archivage, peuvent rapprocher le monde de l'art et celui des droits de l'homme tout en renforçant le mouvement mondial promouvant la sécurité des artistes.

Monde artistique : vers une nouvelle
recherche de sens pour la générosité

par Lalita Salander

2008 : « Ce n'est pas une question de justice, mais de loi », a déclaré le juge dans une salle d'audience à New York, dépourvue de toute couleur à l'exception du reflet surréel du sombre ciel hivernal et du contraste entre contreplaqué et le formica.

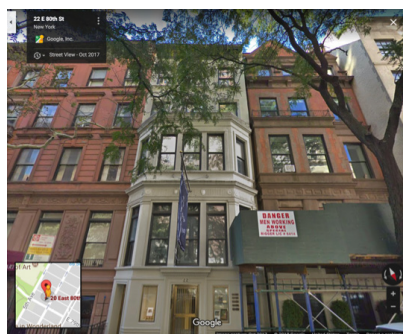


Capture d'écran, New York Post, photo de famille
au tribunal, Lower Manhattan (New York)

1981-1987 : La lumière pâle et grise de New York opère sa magie. Les arbres forment une voute sur l'espace ouvert entre la 80e rue et la 79e rue Est. Une enfant descend les escaliers en courant pour voir le vernissage du mois organisé dans la galerie de ses parents, qui est également leur maison familiale. Avant, je pensais que l'art était le reflet de la beauté des couleurs provenant de pigments de pierres précieuses.



Détail de « La Laitière » de Johannes Vermeer
(1660)



Capture d'écran, Google Earth, 80e rue Est
numéro 22.

Je reconnais le privilège dont j'ai bénéficié en grandissant : je pouvais faire de l'art, voir de l'art et posséder de l'art, ce que je tenais pour acquis. C'est dans le New York des années 1980 que les banques ont commencé à investir dans le marché de l'art. L'art était et continue d'être facilement accessible pour ceux qui font partie du système de l'art, valant plusieurs milliards de dollars, et qui ont une agence composée d'artistes reconnus, de marchands, de curateurs, de professionnels de musées et de collectionneurs. Même des artistes qui se considèrent comme socialement engagés entrent dans ce jeu de pouvoir et d'argent propre au circuit des musées et à l'obsession des collectionneurs.



Clients estimés de la First Republic Bank

2010, 8h : les couleurs de la prison Mid-State (Utica, New York) sont tout aussi déprimantes que les tons gris insidieux de la prison de Rikers Island, mais à leur manière. À l'accueil, deux gardes sont assis derrière un bureau. Une mère, qui avait pris le bus à minuit dans le quartier Jamaica du Queens, se tient au début de la file avec son bébé de trois mois, exploite auquel elle est parvenue grâce à son voyage de nuit. Son visage, ainsi que celui d'un nombre incalculable de personnes présentes, se décompose lorsque le garde la refoule l'accusant, à tort, de porter des vêtements provocants. Sous le ciel gris d'Utica rempli d'amertume, elle se trouve à quelques mètres de son partenaire, qui attend dans sa cellule de pouvoir rencontrer pour la première fois son enfant. Pendant huit heures, la jeune mère réconforte son bébé en attendant de pouvoir prendre le bus de retour vers le Queens. La lourde grisaille resserre à présent leur cœur.

Août 2017 : nous sommes assises de part et d'autre d'une table en Allemagne. Je lui parle du son que faisaient les portes métalliques qui claquaient derrière moi lorsque je laissais mon père dans la salle de visite, et elle me parle son expérience en isolement carcéral dans une prison iranienne où elle se trouvait à cause des poèmes qu'elle écrivait. Les yeux pleins de larmes, nos regards se croisent lorsqu'elle raconte la douleur de ne pas pouvoir revoir sa mère dans son pays natal. Durant la dernière décennie, j'ai développé une relation personnelle avec le mot « justice » en raison de mon expérience familiale, en particulier lorsque l'art est concerné.

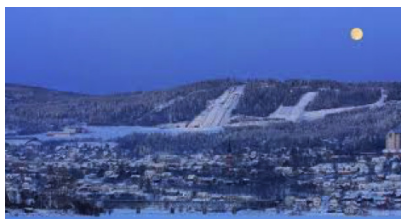


Photo de famille, prison de Mid-Sate (Utica, New York). En tant que visiteurs blancs, nous parvenions sans problème à voir à notre père.

Mars 2017 : lorsque je me suis inscrite à la première Arts Rights Justice Academy, j'ai partagé cette histoire et expliqué le travail que je réalise actuellement en tant que curatrice faisant un doctorat sur des programmes de résidence d'artistes. Alors que je développais la plateforme Dialogues de Residency Unlimited, on m'a présenté ArtistSafety.net (anciennement freeDimensional), un réseau qui se battait pour les droits de l'homme au nom de plus de 200 artistes et professionnels de la culture dans près de 35 pays entre 2006 et 2016. Les artistes en question étaient menacés pour cause de leur activité et les informations concernant leur persécution et l'entrave à leur liberté d'expression étaient rarement diffusées par les médias grand public.

Au cours de l'année 2017, j'ai participé aux S.H.O.P. Talk de ArtistSafety.net, un groupe informel de formation au croisement de l'art et des droits de l'homme. L'objectif était de clarifier des stratégies pour le déplacement d'artistes à risque en toute sécurité et le développement de meilleures pratiques d'accueil. J'y ai participé en tant que représentante du domaine de la résidence d'artistes. Plusieurs organismes étaient également représentés : l'ICORN (International Cities of Refugee Network), Protect Defenders, Freemuse et l'université de Hildesheim, qui a par la suite mis en place la Arts Rights Justice Academy.

Août 2017 : elle me parle de l'isolement de la vie en Europe : le temps, l'absence de communauté, les attentes et les besoins insatisfaits. Une poète transformée en pion dans le programme de politique culturelle de l'Union européenne (UE) en matière d'une prétendue « inclusion ». S'agirait-il d'un dépannage pour faire fonctionner un système défaillant ? Elle s'est retrouvée en Norvège grâce à un de ces dispositifs qui créent des résidences dites « refuge » (safe havens) pour des artistes en détresse.



Norvège



Téhéran

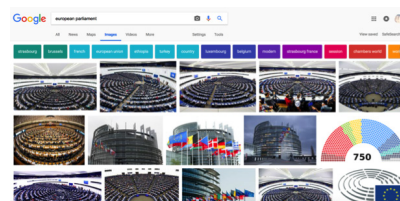
Janvier 2018:

Je suis coupable de cette obsession qu'a le Nord pour le Sud. Je trouvais attrayante l'idée de combiner le sujet des droits de l'homme aux résidences d'artistes et je fantasmais sur un système idéal, comme s'il était déjà en place. En revanche, j'ai redécouvert certains éléments dignes d'intérêt :

- Le manque de connaissances de la part des gouvernements et des institutions en matière d'activité artistique et de manières de la soutenir ;
- L'utilisation du terme « refuge » sans fournir un soutien structurel à l'artiste sur le long terme en plus de sa relocalisation vers d'autres pays ;
- Le monde de l'art est-il prêt à être solidaire envers les artistes qui se battent contre les injustices et vivent

une précarité quotidienne ? Et de quelle manière ?

- Les acteurs institutionnels se trouvent pour la plupart dans les pays du Nord, tandis que les artistes viennent des pays du Sud, perpétuant ainsi le système néolibéral d'inclusion et d'exclusion sociale, économique, politique et culturelle ;
- Ces mécanismes peuvent-ils donner aux artistes la possibilité de bâtir leur propre avenir, contrairement à l'approche sujet/objet des projets européens ?
- Lorsque les projets sur le terrain cessent d'être des initiatives populaires (telles que ArtistSafety.net) pour devenir des mécanismes institutionnalisés tels que ceux prévus par l'UE ou les universités, un écart se creuse entre ceux qui occupent des postes de pouvoir et ceux qui travaillent sur le terrain.



Capture d'écran, recherche Google image « Parlement européen »

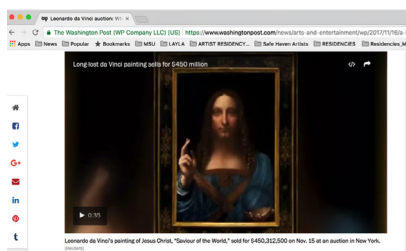
Dans le monde, plusieurs formes d'oppression engendrent la précarité en matière de liberté artistique : du bâillonnement brutal à l'assassinat, en passant par les agressions, l'emprisonnement ou d'autres crimes moins violents, mais plus perfides contre la liberté d'expression. Aux États-Unis, par exemple, « la répression artistique connue par le passé suit son cours dans les écoles publiques. En effet, l'élimination des arts fait partie intégrante de l'expérience éducative des élèves défavorisés »¹

¹ Lori D Ungemah and Ariana Gonzalez Stokas, 'Making Space for the Possible: Artists-In-Residence in Community College', *The Journal of The National Art Education Association* 71 (1), 2018



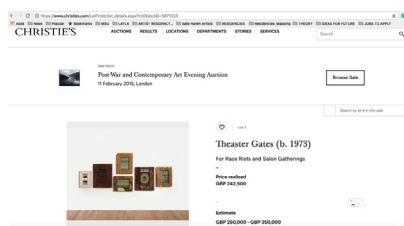
École publique, South Bronx (New York)

D'après les données les plus récentes (2016), le montant total des ventes sur le marché de l'art varie entre 45 milliards et 56,6 milliards de dollars selon le rapport consulté. Si le monde de l'art veut promouvoir l'art, il se doit également de promouvoir la liberté d'expression artistique, car, comme le déclare Daisetz T. Suzuki : « l'art vit là où se trouve la liberté pure, car, là où elle n'est pas, la créativité ne peut exister. Liberté et synonyme de créativité ».¹



Capture d'écran, reportage du Washington Post sur la vente aux enchères au prix record de la peinture « Salvator Mundi » de Leonardo de Vinci (1500) - 450,3 millions de US dollars.

Je pose une dernière question à ceux qui occupent des positions de force dans les secteurs de l'art et des droits de l'homme : quels sont les liens entre la défense des droits de l'homme du point de vue de la liberté et de la justice, et le discours du monde de l'art concernant l'engagement social ?



Theaster Gates fait autorité en matière d'arts sociaux au 21e siècle. Capture d'écran du prix d'une de ces œuvres mise en vente aux enchères - 242,500 £.

Comme pour Lalita, c'est souvent un lien indirect qui conduit les individus à s'écarter des secteurs des droits de l'homme et de la justice sociale pour s'intéresser à des questions liées à la liberté d'expression et la censure. C'est peut-être ce manque de connaissances initial qui décuple l'énergie et l'exaltation, lesquelles semblent parfois faire défaut dans les cercles professionnels qui évoluent dans les structures institutionnelles. Souvent, la forme la plus fiable de soutien psychologique ne provient pas de professionnels, mais de personnes concernées étant disposées à s'engager directement auprès d'autrui et étant capables de l'aider à surmonter un traumatisme, en commençant par lui apporter un soutien émotionnel de base.

08.

UNE APPROCHE HOLISTIQUE RELATIVE À LA RÉINSTALLATION DES ARTISTES EN DANGER

Imaginez que l'on vous menace, vous attaque, vous emprisonne, vous torture et vous expulse de votre pays... C'est là l'expérience de nombreuses personnes qui luttent en première ligne en faveur du changement social. Le sentiment d'isolement qui s'ensuit peut s'accompagner de dépression, d'anxiété et d'autres manifestations dues à un traumatisme psychologique, qui passe souvent inaperçu. Les personnes qui cherchent de l'aide tentent parfois de minimiser les traumatismes physiques et psychologiques qu'elles ont endurés afin de ne pas paraître désespérées ou démunies. Parallèlement, la plupart des programmes de réinstallation ne disposent pas des moyens nécessaires pour détecter les traumatismes et les soigner.

Nicolle Bennett, gestionnaire et éducatrice bénévole dans le domaine des arts bénéficiant d'expérience dans la santé et la politique, offre ses observations récentes quant aux aspects psychologiques des déplacements forcés et de la réinstallation. Nicolle nous rappelle que pour « aider efficacement les réfugiés, leur être tout entier doit être pris en compte ».

Des corps, des voix, des vies en déplacement

par Nicolle Bennett

Lorsqu'il est confronté à la censure, à une oppression systémique ou à d'autres formes de persécution plus violentes, un artiste peut craindre une réduction de ses possibilités de soutien et/ou un détournement de l'attention de son travail s'il admet avoir des traumatismes physiques ou psychologiques. Nombre d'entre eux doivent être déplacés de manière temporaire ou permanente, mais souvent pour une durée indéterminée. Quand il agit d'une menace immédiate, une intervention rapide est souvent

1 Daisetz T. Suzuki, 'Zen and Japanese Culture', Pantheon Books, New York, 1958

nécessaire, ce qui implique que les traumatismes éventuellement provoqués par ce bouleversement peuvent passer inaperçus tant aux yeux des artistes qu'à ceux des personnes qui tentent de les aider. Ainsi, il est nécessaire de déterminer des réactions adéquates et coordonnées qui donnent la priorité à l'aspect technique de la relocalisation tout en reconnaissant que les sites d'accueil ou autres sources de soutien se sentent souvent mal préparées à faire face à des défis supplémentaires en raison d'un manque d'informations et de ressources disponibles.

Ainsi, le projet S.H.O.P. Talk 2017 a été lancé pour répondre à la nécessité de penser et de planifier de manière plus stratégique afin de venir en aide à ceux qui prennent des risques pour lutter contre l'injustice et en faveur de la liberté d'expression. Il s'agissait d'un procédé d'apprentissage expérimental qui avait pour objectif de promouvoir le partage et l'amélioration d'un ensemble de règles, les Safe Haven Operating Procedures, à destination d'individus, d'organisations et de communautés qui accueillent ou qui souhaitent accueillir des artistes, des opérateurs culturels, des défenseurs des droits de l'homme et autres personnes en danger.

À plusieurs reprises, les participants au S.H.O.P. Talk ont constaté que les personnes à risque ont besoin de soutien de la part des communautés et des espaces d'accueil locaux afin d'avoir non seulement un toit au-dessus de leur tête qui leur permet de survivre, mais aussi de pouvoir s'épanouir dans un nouvel environnement, autrement dit un soutien qui permet une amélioration de la qualité de vie et une inclusion sociale et culturelle. En résumé, l'accueil ne se limite pas à l'ouverture de ses portes à quelqu'un.

Le terme « sécurité », qui doit également englober la notion de santé, dans ce cas-ci, représente bien plus que l'absence de danger (ou de maladie). En effet, la sécurité est le résultat d'une interaction complexe entre des facteurs systémiques, communautaires et individuels qui permettent à une personne de se sentir en pleine possession de son corps, de sa voix et de sa vie. La *Déclaration d'Alma-Ata* de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) définit la santé comme « un état de complet

bien-être physique, mental et social », tant comme un lien avec la communauté et la culture « que l'accession au niveau de santé le plus élevé possible »

Ainsi, lorsque le déplacement vers un endroit inconnu devient nécessaire en raison de la menace de danger imminente causée par une forme d'expression personnelle, des mécanismes de soutien complexes doivent être mis en place afin de répondre aux besoins logistiques, psychologiques, sociaux et créatifs de l'individu de manière holistique. L'absence de brutalité et de persécution, l'accès à un logement, à des soins urgents, à une source de revenus, à des liens sociaux et à un sentiment général d'autonomie sont des éléments fondamentaux pour l'identité de la personne et son bien-être (si large cette notion soit-elle). Ceci inclut les artistes ou militants qui se battent pour de tels droits au nom des autres étant donné qu'ils mettent l'injustice sous le feu des projecteurs et ouvrent la voie à la réflexion et aux possibilités.

Il est donc essentiel pour ceux qui apportent leur soutien à ces personnes de pouvoir trouver et faire appel de manière efficace à des organisations partenaires qui sont en mesure de fournir des ressources et des services pour répondre aux besoins mentaux, sociaux et en matière de santé, ainsi que de comprendre clairement les effets potentiels du déplacement afin de les anticiper, en discuter et demander l'aide des réseaux de soutien adéquats si besoin se fait sentir. Afin de proposer un accueil et un soutien de qualité, il ne suffit pas de tout mettre à disposition de tout le monde, il faut plutôt comprendre l'ampleur des besoins potentiels de chacun et utiliser l'espace d'accueil comme point de départ pour accéder aux ressources nécessaires et/ou en fournir. Quels en sont les impacts psychologiques potentiels sur un individu ? Quels effets les déplacements peuvent-ils avoir sur le comportement, les sentiments et même l'organisme des individus lorsqu'ils doivent laisser leurs effets et espaces personnels et/ou leurs cercles sociaux et communautaires ? Bien que ces questions soient en cours d'étude, que des réponses soient trouvées sur différents plans et qu'un ensemble de connaissances soit formé, elles doivent

sans cesse être réexaminées, car chacun perçoit et interprète les traumatismes de manière différente.

Il est essentiel de posséder des connaissances et d'avoir accès aux informations concernant les différents impacts potentiels du déplacement afin d'assurer l'identification et la disponibilité d'une grande quantité de ressources en cas de besoin.

Une étude menée par le Centre for Applied Human Rights de l'université de York a révélé que 86 % des personnes à risque se préoccupaient presque autant de leur bien-être général que de leur sécurité physique. Certes, on pourrait se demander ce que signifie réellement le bien-être, mais il est plus important encore de prendre en compte la ou les définitions que chaque personne déplacée donne et leur approche à ce concept, qui peuvent varier selon la culture, la religion, la profession et le point de vue de chacun. Par exemple, pour certains, prendre soin de soi équivaut à pratiquer une activité antistress telle que la méditation, alors que pour d'autres, la notion de bien-être personnel et tout ce qui s'y rapporte sont intimement liés à la communauté ; pour d'autres le bien-être est un mélange des deux approches dans des proportions diverses. Il est également important de noter que certaines personnes déplacées peuvent hésiter à faire part de leurs traumatismes émotionnels, voire physiques, en raison de certaines normes culturelles ou liées au genre, de leur sens du devoir ou de peur que leurs révélations aient un impact négatif sur la disponibilité des services de financement ou d'hébergement ou sur la perception de leur travail.

La personne déplacée doit être considérée dans son entièreté si l'on veut lui venir en aide de manière efficace. Parmi les premières étapes importantes pour y parvenir, la discussion de ces questions importantes dans des forums ouverts, l'encouragement de la collaboration et du partage de connaissances entre les secteurs concernés par l'apport de soutien ou qui pourraient l'être, de même que la poursuite de la recherche dans le domaine. Nous espérons pouvoir donner aux fournisseurs de soutien potentiels et aux artistes des capacités, non seulement

pour qu'ils puissent survivre, mais aussi s'épanouir.

Quand l'art est intégré aux droits de l'homme et à la recherche

par Sanna Eriksson

La défense des droits de l'homme sur le terrain se trouve au cœur du travail du Centre for Applied Human Rights (CAHR) depuis sa création en 2007. Dès le départ, cette démarche s'est traduite par l'invitation de défenseurs de droit de l'homme de première ligne à intégrer le programme grâce à des bourses et participer aux activités de recherche et d'enseignement du centre. Même s'il était tourné vers la pratique, le travail du CAHR était de l'ordre de la recherche et de l'enseignement plus traditionnels jusqu'en janvier 2013, moment où Juliana Mensah est arrivée grâce à un financement du Leverhulme Trust pour participer à une résidence d'artiste. À bien des égards, l'arrivée de Juliana s'est avérée être un moment charnière pour le CAHR, moment qui a atteint son apogée lors de notre 10e anniversaire en janvier 2018. Lors des commémorations, l'exposition Art + Activism et un atelier de deux jours sur l'art, l'activisme et la recherche ont été organisés. L'importance et l'utilité de l'art dans la défense des droits de l'homme et la recherche ayant été soulignées, cette discipline fait à présent partie intégrante de notre travail et vient compléter des pratiques plus « traditionnelles ».

Ces cinq dernières années, l'art s'est imposé dans nos trois domaines d'activité principaux : le soutien aux défenseurs des droits de l'homme, l'enseignement et la recherche. En effet, de 2013 à 2016, Juliana Mensah a animé des ateliers d'écriture créative pour les défenseurs invités. En plus de leur faire découvrir ce type d'écriture, elle a testé différentes méthodes telles que le playback théâtre afin de permettre aux défenseurs de surmonter les défis auxquels ils étaient confrontés à l'aide de l'art. Elle a également mis en scène des pièces basées sur les textes qu'ils avaient écrits et a coordonné la publication d'un recueil composé principalement de textes de non-fiction (« Defending Writes », 2013).

Au départ, de nombreux défenseurs, qui n'étaient pas habitués à recourir à

l'expression artistique, étaient méfiants, mais, une fois qu'ils avaient participé à quelques ateliers, ils ont adopté cette nouvelle façon de parler de leur travail, certains allant même jusqu'à réciter leur poésie sur la scène du Théâtre royal de York. Juliana Mensah a également organisé des résidences de trois jours dans un monastère dans le nord-est de l'Angleterre, où d'autres artistes, notamment des musiciens, étaient invités pour animer les ateliers et permettre ainsi aux défenseurs d'envisager d'autres moyens de s'exprimer. En fin de compte, en rentrant chez eux, de nombreux défenseurs ont emporté avec eux les méthodes qu'ils avaient apprises au CAHR et ont continué soit à se servir de l'écriture dans leur temps libre, soit à utiliser ces méthodes pour animer des ateliers et mettre en place des formations au sein de leur organisation. En 2018, nous envisageons une collaboration avec le duo afrolatino de cuivre et percussion Ladies of Midnight Blue, qui devrait animer des ateliers musicaux et d'arts visuels et mettre sur pied un spectacle avec les défenseurs au York International Women's Festival.

L'étape suivante a été d'introduire les arts dans la formation des masters et des doctorats : un module populaire intitulé Culture and Protest a été créé, dans lequel les étudiants ont non seulement pu prendre connaissance des différentes manières dont l'art peut être utilisé dans l'activisme, mais aussi mener des projets dans lesquels l'art fait partie intégrante de l'activisme. Au fil des années, les étudiants ont participé à une multitude de projets, notamment la programmation du the York Human Rights City Network's annual Human Rights Film Festival, la réalisation de leur propre film sur les droits de l'homme avec la participation de défenseurs, ainsi que l'animation théâtrale d'un parcours dans la ville sur le thème des droits de l'homme.

En outre, depuis récemment, l'art fait partie de la méthode qu'utilise le CAHR pour développer et conduire ses recherches. Par exemple, dans le cadre de sa recherche « Navigating Risk, Managing Security, and Receiving Support », Alice Nah a invité plusieurs artistes à représenter sur des supports divers les transcriptions d'interviews dans lesquels des défenseurs originaires de cinq pays racontent leur



Sanna Eriksson (© Sanna Eriksson)

expérience en matière de danger et de sécurité dans le cadre de leur lutte en faveur des droits de l'homme. La chercheuse s'est servie de l'art de manière innovante pour partager les résultats de ses recherches avec un public qui n'aurait autrement pas lu son travail. De plus, le professeur Paul Gready, dans son projet « Development Alternatives » qui explore des possibilités pour le développement en Uganda et au Bangladesh, a invité des artistes locaux à imaginer des futurs possibles à travers des ateliers durant la phase de collecte de données. Pour finir, dans « Law of Asylum in the Middle East and Asia », Martin Jones se servira de récits numériques comme outil pour le plaidoyer et le débat en ligne.

Par ailleurs, l'exposition Art + Activism a rassemblé tous les aspects de notre travail, ainsi que certains artistes qui ont participé aux projets d'Alice Nah et de Paul Gready. Cette exposition et l'atelier Art, Activism and Research, partie intégrante de celle-ci, se sont déroulés simultanément et sont ainsi devenus des forums où des chercheurs, des artistes et des défenseurs des droits de l'homme pouvaient discuter des liens entre l'art, l'enseignement universitaire et les droits de l'homme, et des éventuels développements.

Étant donné que l'espace civique se restreint pour les chercheurs, les artistes et les défenseurs des droits de l'homme du

monde entier, il devient plus urgent que jamais d'envisager des manières de créer des espaces d'interaction et de discussion entre ces différents acteurs. L'art, l'activisme et la recherche sont tous des éléments indispensables pour conserver le caractère démocratique des sociétés, et, ainsi, défendre la liberté d'expression. Cela est d'autant plus vrai dans le climat actuel, marqué par la montée du nationalisme et du populisme. Pour cette raison, il est important de soutenir les initiatives qui rassemblent des chercheurs, des militants et des artistes, afin qu'ils puissent en apprendre les uns des autres et nouer de nouvelles relations de travail. Le travail effectué par le CAHR peut servir d'exemple quand à la manière de procéder, d'impliquer les artistes dans le travail de chercheurs et de militants dans le but de toucher le grand public et de susciter un débat sur les alternatives possibles pour le futur.

09.

VERS UNE NOUVELLE PERSPECTIVE : L'AVENIR DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET LA RELOCALISATION EN TOUTE SÉCURITÉ DES ARTISTES DÉFENDANT LES DROITS DE L'HOMME

En décembre 2016, ArtistSafety.net a lancé un débat à l'occasion de la deuxième conférence portant sur les villes-refuges à Malmö (Suède), intitulée « Communicative Ecology of Artist Rights ». Elle se penchait sur des manières plus efficaces de partager différentes formes de connaissances théoriques et pratiques, ainsi que les meilleures initiatives mises sur pied sur le terrain dans les domaines interdépendants que sont l'art, la culture, la justice sociale et les droits de l'homme. La clé de voûte de l'atelier a été la définition, en partenariat avec ArtsEverywhere.ca, de cet axe d'analyse (tous secteurs et organisations confondus), sur la liberté d'expression, la censure, la répression menée par l'appareil de l'État, ainsi que les intérêts religieux, commerciaux et autres intérêts privés qui ont conduit des artistes, opérateurs culturels et communicateurs à mettre leur vie en péril. Cet atelier a notamment mis l'accent sur le lien entre les persécutions violentes et la migration forcée d'artistes, ainsi que sur les possibilités et les stratégies pour les relocaliser en toute sécurité.

En partie inspiré par le débat initié à Malmö, le réseau ArtistSafety.net a lancé en février 2017, un groupe informel de formation pour une durée de six mois : SHOP Talk (Safe Haven Operating Procedures), enregistré de manière numérique et bientôt disponible sur le site. L'approche, le format et les objectifs étaient par nature ouverts et expérimentaux. Dans le cadre des échanges organisés entre artistes, défenseurs des droits de l'homme, bailleurs de fonds, administrateurs et organisateurs

communautaires du monde entier, nous sommes parvenus à aller au-delà du concept/dépasser le stade concept : à quoi une « écologie communicative » ressemblerait-elle? Comment pourrait-elle, en parallèle, encourager et soutenir des initiatives et des projets intersectoriels ?

Chez ArtistSafety.net, nous concevons notre activité comme une recherche de solutions créatives qui se fonde sur la mobilisation de ressources et la prestation de services aux artistes militants en danger. Pendant plus de six mois, nous avons vu cette démarche aboutir à l'établissement de relations fructueuses. Parallèlement, nous avons détecté quelques lacunes et obstacles auxquels nous nous efforçons de pallier :

- Souvent, les acteurs du secteur travaillent les uns à côté des autres sans le savoir ou sans être au courant des efforts de leurs pairs.
- Même lorsque les organisations artistiques et de défense des droits de l'homme prennent conscience des liens existant entre leurs mondes, il semblerait que leur mentalité étriquée rende leur collaboration difficile et limite leur impact ;
- La concurrence pour le financement est subtile, mais rude. Pour cette raison, la transparence, un outil essentiel de partage des connaissances, est compromise ;
- Il est difficile de trouver des liens entre les initiatives institutionnelles et organisationnelles qui mettent en place des projets communautaires et sociaux en raison de différences fondamentales en termes d'approche et de conception des principes ;
- Le taux de participation était faible en raison des décalages d'horaire et des disponibilités des participants (notamment en dehors de l'Amérique du Nord et de l'Europe) ;
- L'accessibilité linguistique a rendu la participation difficile, ce qui ne permet pas une représentation équilibrée des régions ou des pays.

10.

RESSOURCES

Plusieurs articles sur [ArtsEverywhere](#) concernent la liberté d'expression et les différentes formes de censure.

HowlRound a publié une série d'articles sur ces sujets, coordonnées par l'artiste et activiste américaine Jessica Litwak. Cette série illustre les initiatives concernant les droits et la sécurité des artistes dans le monde du théâtre, avec l'objectif d'alimenter le dialogue, faciliter de nouvelles recherches et encourager plus de gens à s'impliquer dans le domaine. Les articles de la série sont :

- Mary Ann deVlieg, « [Artistic Freedom: a Moveable Feast](#) »
- Jessica Litwak, « [Taking Action: An Artist Becomes an Advocate](#) »
- Julie Trébault, Laura Kauer García, « [A Global Network That Protects and Defends Artists at Risk](#) »
- Matthew Covey, « [Why Artists Should Pay Attention to US Visas, Policy, and Cultural Exchange](#) »
- Hjalmar Jorge Joffre-Eichhorn, « [In Search of Lost Hope: Theatre Against All Odds in Afghanistan](#) »

